

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°592 / janvier 2021

TENDANCES CONJONCTURELLES

3^e TRIMESTRE 2020

CETTE ENQUÊTE A ÉTÉ MENÉE DANS UN CONTEXTE DE FORT IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID 19 SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE GUYANAISE

La consommation des ménages repart

Confirmation du rebond du moral des chefs d'entreprise

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

En 2019, en dépit d'une hausse de 4,1 % du PIB, le moral des chefs d'entreprise a progressivement chuté, leur perception indiquant davantage un contexte dégradé.

Cette décorrélation entre le PIB et la perception matricielle provient de la forte contribution structurelle du secteur non marchand dans le PIB (48 % du PIB en 2019 est généré par la consommation des administrations publiques, Insee), et qui n'est pas pris en compte dans l'ICA.

La pandémie a ensuite profondément dégradé le moral des chefs d'entreprise, mais rapidement le secteur privé a retrouvé une certaine confiance.

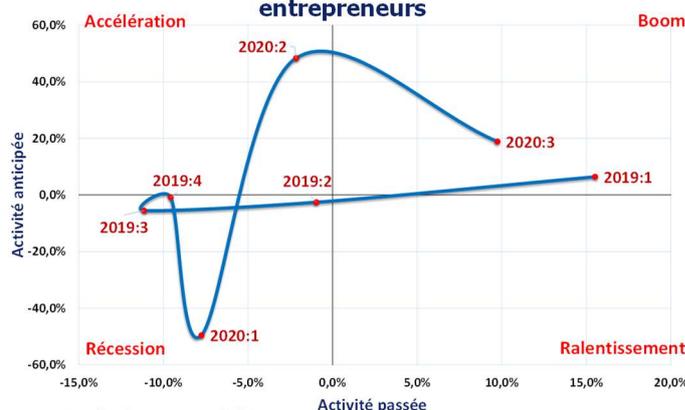
La perception de l'activité du 3^{ème} trimestre progresse de près de 10 % par rapport au 2^{ème}, et les anticipations d'amélioration de l'activité pour le prochain trimestre sont de 20 %.¹

Le moral des chefs d'entreprise reste dégradé, avec un Indicateur du Climat des Affaires (ICA) qui poursuit néanmoins sa remontée à 85,2 points, soit +7,8 points ce trimestre.

L'allègement des restrictions liées au covid-19 a permis à l'activité de redémarrer ce trimestre.

En effet, l'emploi salarié progresse notamment avec le retour de l'activité intérimaire.

Perception matricielle de l'activité par les entrepreneurs



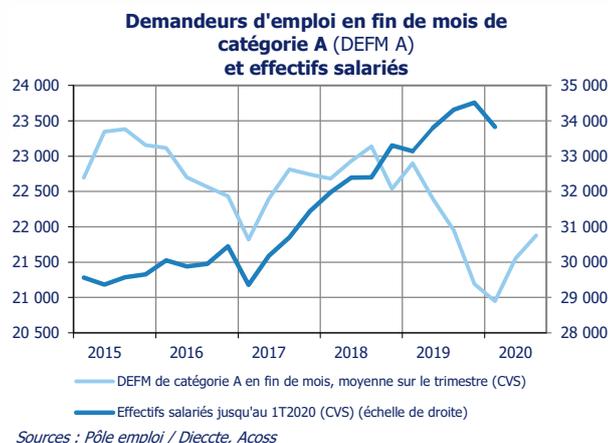
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

¹ La matrice de l'ICA représente la variation (amélioration, détérioration) de la perception du niveau d'activité passé (sur le dernier trimestre) et anticipé (sur le prochain trimestre).

Légère contraction du marché du travail

À fin septembre, 21 880 demandeurs d'emploi de catégories A (DEFM A, CVS) étaient inscrits à Pôle emploi, soit une hausse de 1,5 % sur le trimestre mais une baisse de -0,3 % en glissement annuel.

Cette augmentation touche principalement les jeunes de moins de 25 ans (+8,5 %, CVS). En effet, dans un contexte de crise, l'activité économique en Guyane ne permet pas d'absorber les nouveaux entrants sur le marché.



Le nombre de DEFM A âgés de 25 à 49 ans reste stable, tandis que celui de plus de 50 ans augmente légèrement (+1,1 %, CVS).

La part des DEFM A des 25-49 ans compte pour 60,4 %, celle des plus de 50 ans pour 24,5 %, celle des moins de 25 ans pour 15,1 %.

Parallèlement, le nombre de chômeurs tenus de rechercher un emploi et en activité réduite (catégorie B et C) a augmenté de 20,5 % (CVS), retrouvant le niveau du début d'année.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue en revanche en Guadeloupe (-2,7 %, CVS), à La Réunion (-3,1 %, CVS), et en Martinique (-4,7 %, CVS).

En France métropolitaine, le nombre de DEFM A chute de 11 % sur le trimestre, mais augmente de 8,8 % en glissement annuel (CVS-CJO).

La consommation des ménages repart à la hausse²

Les importations réalisées pour répondre aux besoins des ménages augmentent fortement ce trimestre : + 10 % pour les biens de consommation non durables (atteignant 115,4 M€, CVS), et + 55 % de biens durables (19,1 M€, CVS).

Elles permettent de mobiliser une partie de l'épargne des ménages constituée durant le confinement (confère la progression des dépôts à vue des ménages).

Par ailleurs, signe d'un regain d'activité, par rapport à 2019 si les transactions par carte bleue ont chuté de 20 % entre mars et juillet, depuis août elles progressent en moyenne de 7 %.

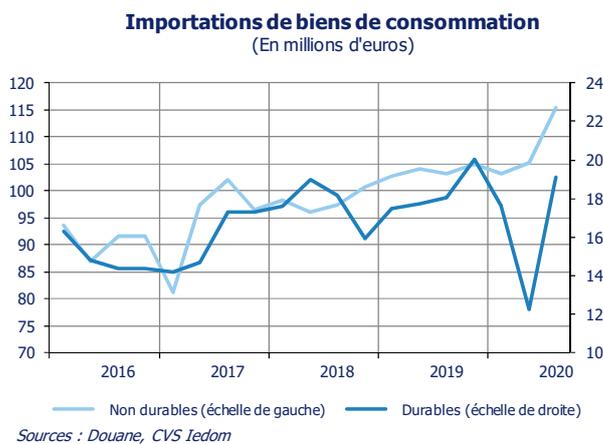
L'encours des crédits à la consommation diminue de 22 % sur le trimestre et de 27 % sur l'année.

Parallèlement, les dépôts à vue des ménages progressent (+4 %) moins dynamiquement après la forte hausse du trimestre précédent (+12 %).

Pour les familles les plus fragiles, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint presque 40 M€ (+4,1 % ce trimestre)³.

En Guyane, il est versé à plus de 27 000 personnes, majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 %). Au total, le RSA permet à environ 65 000 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister.

Les 25-29 ans comptent pour 15 % des destinataires du RSA, alors qu'ils ne représentent que 7 % de la population.

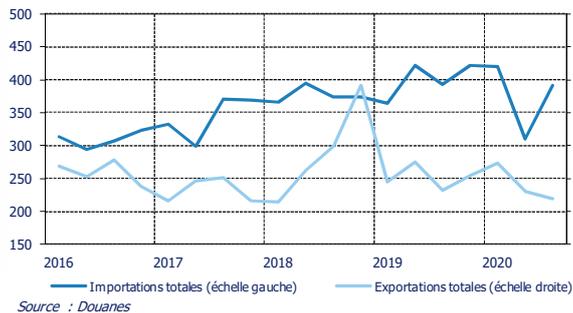


² L'Indice des Prix à la Consommation n'est pas disponible pour ce trimestre.

³ Au 30 juillet, 5,7 M€ d'aides alimentaires avaient été versées par l'État. Au 5 août, 77 tonnes d'aides alimentaires et de kits d'hygiène avaient été distribuées dans les communes de l'Ouest Guyanais à 20 000 bénéficiaires (dont 14 tonnes qui proviennent de saisies effectuées par la Douane). Par ailleurs, 10 000 chèques services ont été distribués dans le bas Maroni.

Regain des importations, nouveau recul des exportations

Importations et exportations totales (CVS)
(en millions d'€)



Source : Douanes

Le solde commercial guyanais reste dégradé. Les exportations continuent de reculer avec 27,5 M€ de biens exportés ce trimestre soit -16,4 % en glissement annuel (CVS).

Les importations, nécessitées par la reprise de la consommation des ménages et des entreprises, augmentent de 26,4 % sur le trimestre mais sont stables sur un an (-0,6 % en glissement annuel, CVS).

Investissements : des indicateurs en hausse, un rebond des intentions d'investir qui se confirme

Les chefs d'entreprise restent dans l'ensemble pessimistes sur leurs projections d'investissement à un an, malgré un léger rebond. Seuls les secteurs du commerce et agricole maintiennent leurs intentions d'investissements au niveau de leur moyenne de long terme.

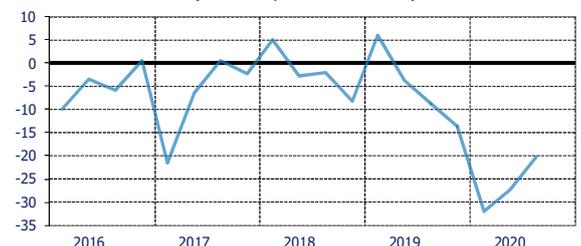
Malgré ce pessimisme déclaré, les investissements privés progressent sur le territoire.

En effet, l'encours de crédit long terme des entreprises croît de 8 % depuis janvier 2020, soit +181 M€ d'investissements en 9 mois.

Ainsi, depuis le début d'année, l'encours long terme du secteur du commerce a progressé de 44 % (+27 M€), celui de l'industrie de 15 % (+19 M€), et celui de la construction de +17 % (+15 M€)⁴.

Autre signe de la progression des investissements, les importations de biens d'investissement sont en hausse de 4,8 % sur un an (CVS) à 134,6 M€. Enfin, 514 nouveaux établissements ont été créés ce trimestre (+13,0 % en glissement annuel, CVS).

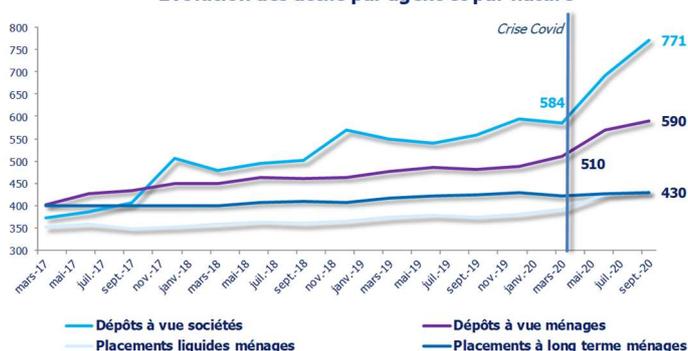
Prévisions d'investissement
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Net renforcement de la trésorerie des entreprises

Évolution des actifs par agent et par nature



Source : SURFI, Iedom

La trésorerie des entreprises s'est nettement renforcée avec une augmentation des dépôts de 185 M€ depuis janvier 2020 pour atteindre 824 M€.

Pour rappel, en juin 2017 (au lendemain des mouvements de mars-avril), les dépôts totaux des entreprises représentaient moins de 500 M€.

Parallèlement à cette hausse historique des dépôts, les comptes débiteurs des entreprises sont en net retrait (-27 % en montant), confirmant ainsi l'amélioration globale de la trésorerie des entreprises.

⁴ Exploitation des données SCR.

Une reprise d'activité qui ne compense pas la baisse du 1^{er} semestre

	Moyenne des 3 premiers trimestres 2018/2019	2020	Évol moy 18-19/20	Évol T3 19/20
Importations de biens de consommation non durables (M€)	294	317	8%	14%
Importations de véhicules de tourisme (M€)	60	52	-14%	-9%
Importations de biens de consommation durables (M€)	51	46	-10%	6%
Importations de biens d'investissement (M€)	367	357	-3%	4%
Importations de biens intermédiaires (M€)	256	225	-12%	1%
Importations d'éléments en métal pour la construction (M€)	10	4	-60%	-44%
Importations de véhicules utilitaires (M€)	23	18	-22%	49%
Exportations de produits des Industrie agro alimentaires (M€)	6	4	-34%	-25%
Exportations OR (M€)	29	34	19%	57%
Exportations de bois (M€)	2	1	-25%	-35%
Tirs effectués (en nombre)	7	4	-38%	0%
Créations d'entreprises (en nombre)	1 357	1 249	-8%	16%

Sources : Douanes, Insee

La levée progressive des restrictions après le pic épidémiologique du début du 3^{ème} trimestre a permis le redémarrage d'une partie de l'activité économique même si les entreprises ont rencontré certains problèmes logistiques (liés à l'approvisionnement notamment) et des retards dans le lancement de grands chantiers du BTP.

Si au 2^{ème} trimestre, l'activité du **secteur du BTP** s'était maintenue, à fin septembre elle s'effondre, avec des importations d'éléments en métal pour la construction en retrait de 43 % en glissement annuel (CVS).

Les recouvrements des créances clients restent un enjeu majeur dans le BTP où 59 % des entreprises espèrent une accélération des recouvrements, notamment auprès des collectivités.

L'activité du **secteur industriel** reprend de la vigueur ce trimestre. En effet, les importations de biens intermédiaires sont en hausse de 28 % sur trois mois (CVS), et sont stables (-0,3 %, CVS) en glissement annuel à 81,1 M€.

En outre, les exportations d'or en volume croissent de +29,4 % en glissement annuel (CVS). En revanche, les exportations de bois chutent de 31,4 % sur un an (CVS).

L'activité du **secteur du commerce** repart à la hausse. La situation économique semble s'éclaircir avec des perspectives d'embauches et une trésorerie rétablit grâce aux Prêts Garantis par l'Etat (secteur en ayant le plus bénéficié). Résultante conjoncturelle, les prévisions d'investissement sont bien orientées.

De même, l'activité du secteur des **services marchands** a peu diminué et se rétablit rapidement. Les carnets de commandes se regarnissent, le retour de l'activité spatiale (2 tirs effectués) contribuant à cette dynamique.

L'activité du **secteur de l'hôtellerie et du tourisme** reste fortement sinistrée ce trimestre, conséquence d'un trafic aérien faible et du couvre-feu. Selon les chefs d'entreprise, la trésorerie est largement impactée par le contexte économique et risque de ne pas s'améliorer au prochain trimestre.

L'activité du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** est toujours dégradée : exportations de poissons (-38,4 % glissement annuel, CVS), production de rhum (-46,5 % glissement annuel, CVS). En revanche, les importations agroalimentaires s'accroissent (+12,4 % en glissement annuel, CVS), et les abattages augmentent sur un an (+20,3 % bovins et + 8,5 % porcins, CVS).

L'État en soutien des entreprises

Les entreprises répondantes constatent une perte de chiffre d'affaires de près de 10 % en glissement annuel sur ce trimestre. Au 2 octobre, 925 entreprises ont bénéficié d'un PGE, représentant un volume de financement de 165 M€. Le commerce, avec 221 dossiers, concentre 33 % des montants de prêts.

Diminution du recours au chômage partiel

Le retour de l'activité permet aux entreprises de réembaucher (21 % déclarent avoir embauché au cours du troisième trimestre contre 6 % au trimestre précédent) et au chômage partiel de diminuer (la moitié des entreprises répondantes bénéficient du chômage partiel contre 73 % au deuxième trimestre).

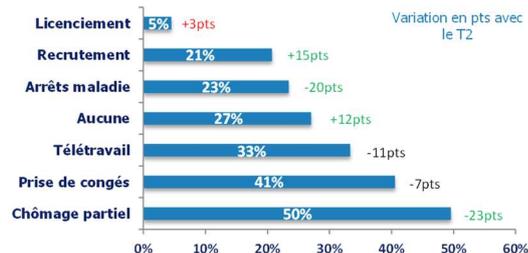
La situation face à l'emploi reste hétérogène entre les secteurs : les services marchands embauchent (28 % déclarent avoir embauché), alors que les secteurs de l'hôtellerie-restauration et du tourisme sont toujours fragilisés (90 % ont recours au chômage partiel).

Activité du secteur du commerce
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Quelles mesures concernant l'emploi ont-elles été mises en place ?



Source IEDOM enquête de conjoncture

L'ÉCONOMIE MONDIALE AMORCE UNE LENTE REPRISE AU TROISIEME TRIMESTRE

Les dernières estimations publiées par le FMI en octobre 2020 anticipent un repli du PIB mondial de 4,4 % en 2020. Ces perspectives sont ainsi moins pessimistes qu'en juin dernier puisque le FMI tablait alors sur une contraction de 4,9 %. Cette révision s'explique par une moindre dégradation de l'activité au deuxième trimestre, en particulier dans les pays avancés, et par une reprise plus marquée au troisième trimestre. Cette estimation ne prend toutefois pas en compte les nouvelles mesures de confinement et de couvre-feu annoncées dans plusieurs pays européens au mois d'octobre, qui devraient peser sur l'activité durant les derniers mois de l'année. Pour 2021, la croissance économique mondiale pourrait s'établir à 5,2 %, soit une révision à la baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de juin.

Aux États-Unis, le PIB a rebondi au troisième trimestre pour progresser de 7,4 % en rythme trimestriel, après une chute de 9,1 % au trimestre précédent. La reprise de la consommation (+8,9 %) et de l'investissement privé (+16,3 %) sur le trimestre explique en grande partie cette tendance. Sur l'ensemble de l'année 2020, le FMI estime que le pays devrait enregistrer une baisse de son PIB de 4,3 %, nettement inférieure à ce qui avait été anticipé en juin (-8,0 %).

Dans la zone euro, le rebond a été encore plus marqué sur le trimestre puisque le PIB a augmenté de 12,6 % par rapport au trimestre précédent, soit la hausse la plus importante depuis le début des séries temporelles. À fin septembre, le taux de chômage a continué de croître pour s'établir à 8,3 % tandis qu'à l'inverse, le taux d'inflation s'est replié pour le deuxième mois consécutif (-0,3 %). Sur l'année entière, le PIB diminuerait de 8,3 % selon le FMI, avec des écarts marqués entre les pays.

En France, le PIB enregistre également une progression importante au troisième trimestre (+18,2 %) selon l'Insee. Les principales composantes du PIB rebondissent nettement, qu'il s'agisse de la consommation des ménages (+17,3 %), de l'investissement (+23,3 %), des importations (+16,0 %) ou des exportations (+23,2 %). Le FMI anticipe une chute du PIB de 9,8 % sur l'ensemble de l'année, plus marquée que celle estimée par la Banque de France (-8,7 %).

Le PIB a également retrouvé une trajectoire positive au Japon puisque le pays a enregistré une croissance de 5 % sur le trimestre. Le regain épidémique constaté aux mois de juillet et août a toutefois obéré la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sur la période. Pour 2020, le FMI table sur une baisse du PIB de 5,3 % dans ses dernières estimations, soit une révision à la hausse de 0,5 point de pourcentage par rapport à juin.

Enfin, les pays émergents et en développement verraient leur PIB décliner de 3,3 % en 2020. Cette évolution masque toutefois d'importantes disparités entre les pays : la Chine pourrait voir son PIB croître de 1,9 % sur l'année tandis que l'Inde, le Brésil et le Mexique enregistreraient un repli de respectivement 10,3 %, 5,8 % et 9,0 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 17 novembre 2020.

L'ARGENTINE ARRIVE A UN ACCORD AVEC SES CREANCIERS

Alors que le prolongement du confinement de Buenos Aires a une nouvelle fois été décidé, pour atteindre au total près de 5 mois de restriction, l'Argentine a réussi à trouver un accord avec ses créanciers. Les négociations duraient depuis près de quatre mois et portaient sur la restructuration de près de 66 milliards de dollars de dettes (près de 20 % de la dette publique argentine). Après 2 années de récession et avant la crise sanitaire actuelle, le ministre de l'Économie avait déclaré que la dette argentine était insoutenable.

D'après les estimations, l'année 2020 sera une année de récession de plus pour le pays (entre 8 et 12 % selon l'OCDE), alors que deux nouvelles échéances de dette approchent, une avec le FMI pour un montant de 44 milliards, et une autre contractée sous législation locale.

Sources :

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/restructuration-de-la-dette-l-argentine-annonce-un-accord-avec-ses-creanciers-20200804>

https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/08/05/l-argentine-trouve-un-accord-sur-sa-dette-avec-les-creanciers-privés_6048180_3234.html

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Rédaction : S. AUBERT — Participation aux travaux : L-H. JASON — Éditeur et imprimeur : IEDOM
Achevé d'imprimer : janvier 2021 — Dépôt légal : janvier 2021 — ISSN 2679-0823